

Deux phases de la démographie de la Palestine, 1872-1948 et 1967-2025

Aspects comparatifs

[Youssef Courbage](#)

p. 307-329

<https://books.openedition.org/ifpo/502>

TEXTE INTEGRAL

Introduction

¹Depuis l'installation des immigrants juifs d'Europe au cours du dernier quart du XIX^e siècle sur la terre palestinienne, le conflit israélo-palestinien est resté inséparable de la démographie. Il s'agit peut-être d'un truisme, mais d'un truisme fort.

²Que l'on évoque n'importe lequel des couples célèbres qui ont jalonné l'histoire du sionisme, de Theodor Herzl/Israël Zwingli¹ à Ariel Sharon/Ehoud Olmert, en passant par Ben Gourion/Golda Meir, depuis les apôtres du sionisme jusqu'à ses exécuteurs actuels, en passant par ses bâtisseurs, la préoccupation démographique est permanente chez les concepteurs et les dirigeants juifs. Par des phrases laconiques ou des discours élaborés, ils se sont tous prononcés sur le rôle quasi-militaire de la démographie.

³L'inquiétude démographique, les Palestiniens la partagent² et la partagent toujours. Les débats de chiffres et, en filigrane, les questions existentielles qu'elles sous-tendent, ont récemment atteint un climax, sous ces latitudes plus que nulle part ailleurs. Israéliens³ et Palestiniens⁴ ont déployé toute la panoplie de

données statistiques, en renfort d'argumentations qui ne sont pas seulement démographiques.

⁴Ce chapitre compare les faits démographiques de la colonisation de la Palestine lors de deux phases. Celle qui a précédé la création d'Israël en 1948 est la phase historique. L'autre, consécutive à la guerre de 1967 et à l'occupation du cinquième de Palestinerestant (Cisjordanie, Jérusalem-Est et Gaza), est tout à fait d'actualité. Cette occupation, qui se pérennise, est d'une durée imprévisible. Pour le passé, les faits démographiques sont bien établis, depuis le mandat britannique surtout. La phase actuelle qui reste indéterminée, a été complétée par une prospective démographique des vingt prochaines années⁵.

Immigration et natalité avant 1948

⁵Nous présentons ici la pensée démographique de Theodor Herzl, l'auteur de « l'État des Juifs », non par souci d'exhaustivité, mais parce que cet auteur fit de la démographie et même de la prospective. Ses deux principaux ouvrages proposent, l'un sur le mode « sérieux », l'autre sur le mode romanesque, une vision démographique du futur. Cette composante essentielle de sa pensée est pourtant à peine effleurée par les historiens du sionisme⁶. Disparu en 1904, il n'a pu vérifier la concrétisation de ses rêves.

Herzl démographe ?

⁶Il a perçu des réalités qui devaient mettre des décennies à se mettre en place. Par exemple que l'immigration serait tôt ou tard appelée à s'essouffler et que la pierre de touche de la colonisation résiderait dans la force de la natalité juive. Constat brûlant par son actualité, dans le cadre des équilibres démographiques de la Palestine du mandat comme dans celui de la Cisjordanie en cours de colonisation.

⁷Herzl était un utopiste, mais un utopiste doublé d'un visionnaire. Dans « L'Etat des Juifs »⁷ (1896) et dans « Pays ancien, pays nouveau »(*Altneuland*) (1902)⁸ il

fait preuve d'un sens aigu du détail. Lui, l'homme de lettres, le dramaturge et le nouvelliste, accorde à la statistique une place considérable, à rebours de sa démarche d'esprit qui le prédisposait plutôt aux œuvres légères. Il est à l'affût de tous les détails démographiques nécessaires à l'établissement de l'État juif. Il veut mettre au point une statistique nouvelle, une statistique juive, moderne et exhaustive, une comptabilité précise des forces de travail et des études scientifiques sur le nouveau pays, ses ressources naturelles pour lancer le plan global d'immigration et de colonisation.

8Naturellement, Herzl aborde dans son œuvre la question migratoire, mais la force de son raisonnement est qu'il ne s'arrête pas là. Au départ, il s'agit d'une « grande idée », la seule force capable de transplanter tout un peuple d'un endroit à un autre. La nouvelle émigration, aux yeux de Herzl, ne sera plus honteuse ni clandestine. Oubliées ces infiltrations où l'on soudoyait l'officier turc, comme dans les deux décennies qui ont précédé l'« État des Juifs ». L'immigration s'effectuera uniquement « dans la civilisation », négociée d'égal à égal entre les juifs et le Sultan ottoman. La Porte concédera aux juifs la Palestine en toute souveraineté, en échange de l'épongeage de la dette ottomane. Le succès de l'opération ne dépendra pas seulement des juifs, décidés à partir, et des Ottomans, forcés de leur céder la Palestine, mais aussi d'une tierce partie : les « antisémites honnêtes », qui rêvent de voir les juifs quitter l'Europe⁹. Herzl se sent capable de les convaincre de la convergence de leurs intérêts avec ceux des sionistes.

9L'émigration portera exclusivement sur l'Europe, où se concentre le « matériel humain » juif de qualité. Les autres, les séfarades, ne sont pas conviés au départ quand bien même ils sont en butte à l'antisémitisme, comme en Algérie où les « prédicateurs ambulants » les vouent aux gémonies.

10La mobilité géographique entraînera la mobilité sociale. Partiront d'abord les déclassés, puis les pauvres, ensuite les gens aisés, et enfin les riches. Les riches, Herzl en fait grand cas. Par la pression démographique, le prix de la terre de Palestine ira en augmentant, stimulant les besoins pour les produits et les services de luxe. Ce luxe qui est indispensable au nouveau pays, luxe dans l'art, dans l'industrie, qui garantira que les grandes fortunes resteront sur place¹⁰.

¹¹L'originalité de Herzl réside dans le rôle stratégique qu'il accorde à la natalité dans la colonisation de la Palestine. Il faut lever les obstacles sociaux et économiques afin de laisser libre cours à la natalité juive et lui permettre de s'épanouir. Pour avoir des enfants en abondance, le coût de l'enfant doit être amoindri. Les frais de scolarisation seront donc supprimés et l'enseignement sera gratuit de l'école primaire jusqu'à l'université (qu'il intitule l'Université de Sion). Autre préoccupation moderne dans l'esprit de Herzl, le dilemme du *trade off* entre quantité et qualité de l'enfant. Il ne faut surtout pas que la quantité puisse nuire à la qualité de l'enfant. Les écoles devront donc être conçues pour être accueillantes, saines et pourvues de matériel ultramoderne et sophistiqué. Considérations évidentes de nos jours dans les préoccupations des démographes, mais qui ne le sont pas à la fin du XIX^e siècle. Elles seront appliquées à la lettre par le *yishouv* puis par l'État d'Israël.

¹²Propriétaires de leurs maisons, les travailleurs ne vivront plus sous la hantise du loyer à payer, encore un obstacle écarté pour permettre une procréation abondante. Ils n'auront plus à s'épuiser au travail, auquel ils ne consacreront que 7 heures par jour, et jouiront de pauses prolongées pour la vie de famille et l'entretien des enfants. La collectivité aura la charge des besoins de base – à l'instar du *Welfare State*, de l'État Providence – et entretiendra le citoyen du berceau à la tombe, de manière à préserver une forte natalité. Les femmes ne seront plus jamais employées à des tâches difficiles. Si elles tombent enceintes, elles seront dispensées de travailler et médicalement surveillées afin de mettre au monde des enfants sains. Pour lever tout obstacle économique à la procréation, Herzl demande le versement d'allocations familiales – une innovation dans l'Europe sociale de la fin du XIX^e siècle. Il se pose donc avant la lettre en familialiste convaincu, adepte du natalisme et du populationnisme.

¹³La *Society of Jews* et la *Jewish Company* qu'il propose de créer pour mettre en œuvre l'émigration des juifs en Palestine, n'auront pas que les questions migratoires à gérer, elles œuvreront aussi au renforcement de la famille. Avec leur aide, dès que les hommes mariés disposeront d'un foyer, ils feront venir leur famille et les célibataires, leurs parents, frères et sœurs. Il faudra bâtir une société

complète et équilibrée où toutes les tranches d'âge et les deux sexes seront équitablement représentés, condition *sine qua non* pour augmenter la fécondité.

¹⁴« Nous avons besoin de gens, de tous ceux qui sont là et de tous ceux qui suivront ». La forte demande d'enfants, la force des liens familiaux existent chez les juifs, il s'agit désormais de fournir l'offre de services et les facilités économiques pour que leur fécondité puisse s'épanouir. Visionnaire, il a intuitivement saisi que le pays neuf sera propice au mariage précoce et à la forte fécondité. Que, par l'émigration, la natalité juive sera revivifiée, aux antipodes de ce qu'elle est devenue dans la diaspora juive hyper-malthusienne. Sur le sol de la Palestine, les juifs mettront au monde des enfants nombreux et vigoureux, non ces enfants rares et chétifs de la diaspora, nés de parents mariés sur le tard, qui se sont épuisés à lutter pour survivre.

¹⁵L'ensemble de ces mesures pro-natalistes sera coordonné par un département auquel Herzl donne un nom orwellien, le « Département de la Bienfaisance Publique ».

¹⁶Une natalité exubérante comblera les aspirations des juifs, brimés durant leur longue errance, privés de ces familles nombreuses dont ils rêvaient. Mais elle a surtout une utilité politique et stratégique pour Herzl, qui n'ignore pas que la Terre Promise doit d'abord être conquise. Or la conquête est gourmande en hommes¹¹. Le renforcement démographique est indispensable pour contenir les « éventuelles mutineries des éléments perturbateurs ». Il recense ainsi les besoins en effectifs militaires, *grosso modo* les effectifs des immigrants mâles en âge de porter les armes, dont 10 % d'officiers.

¹⁷Dans *L'État des Juifs*, Herzl n'évoque que de manière incidente la population autochtone. Il aurait fait sienne l'affirmation de Shaftesbury/Zwangill, à savoir que la Palestine était « une terre sans peuple ». Dans *Altneuland* il suggère que la présence des juifs pourrait bénéficier aux autochtones¹². Plus explicite et dans la ligne des bouleversements futurs, cette pensée qu'il a confiée à son journal intime : « Nous essayerons de déplacer la population (palestinienne) démunie de ressources en lui trouvant des emplois dans les pays de transit, tout en lui déniait

le droit à l'emploi dans notre propre pays... Les processus d'expropriation et de déplacement des pauvres doivent être entrepris discrètement et avec circonspection¹³. »

¹⁸Mais la Palestine non seulement n'était pas vide mais elle était alors en plein essor démographique.

Palestiniens : l'essor démographique

¹⁹Jusqu'à l'expulsion de 750 000 Palestiniens en 1948 – ce qui a modifié la donne – les équilibres démographiques dépendaient de paramètres ordinaires : la natalité, la mortalité, les mouvements migratoires sans contrainte, etc. La violence ouverte était assez rare. On n'a donc pas observé de baisse des naissances, de hausse de la mortalité ni de migrations forcées vers la Palestine sous l'effet de la violence. Durant les trois décennies de 1918 à 1948, la démographie de la Palestine était donc celle d'un pays habité par deux groupes rivaux mais pas encore en conflit ouvert.

²⁰Avant 1948, la société palestinienne¹⁴ était composée en majorité de paysans, pour qui la référence identitaire majeure était le clan. Les communautés étaient patrilineaires et endogames (mariage préférentiel avec une cousine de la branche paternelle). Le statut de la femme et des enfants était assez bas. Cependant, une poignée de citoyens étaient de plus en plus influencés par la modernisation des mœurs et des comportements démographiques. Chez les chrétiens, sur-représentés parmi les citoyens et plutôt ouverts à l'Europe, l'individu commençait à primer sur la collectivité et leur fécondité à diminuer en conséquence.

²¹Le modèle de développement imposé par le mandat britannique, était de maintenir les paysans dans les campagnes et d'éviter la concentration urbaine, jugée dangereuse. Il s'agissait d'un pari impossible. Le mandataire ne faisait rien pour empêcher l'achat des terres, et des meilleures terres, par l'Agence juive, dont l'éviction des paysans palestiniens était le corollaire. Quant à l'enseignement, il en fallait un peu mais pas trop, en raison des risques politiques, et il convenait de le limiter au primaire, car l'enseignement secondaire était présumé inutile.

22 La Palestine arabe musulmane réunissait la plupart des conditions d'une fécondité élevée : faible urbanisation, faible scolarisation et analphabétisme. Ce qui confortait la famille élargie et le clan, même s'ils ne répondaient pas toujours aux aspirations du couple. Le mariage était précoce et les pratiques anti-natales (contraception et avortement) exceptionnelles.

23 Les chrétiens étaient moins féconds (un tiers de moins) que les musulmans. Ils jouissaient de deux attributs, facteurs d'une faible fécondité : un niveau d'instruction correct et une présence forte dans les villes¹⁵. Mais la classe sociale, l'appartenance à la bourgeoisie par exemple, n'entraînaient pas *ipso facto* le besoin de maîtriser la fécondité. Serene Hussein Shahid conte dans ses mémoires que du côté paternel, Hussein, l'on se reproduisait en abondance, alors que du côté maternel, Alami, l'on avait adhéré aux normes malthusiennes, celles d'une famille idéale de deux enfants¹⁶. Ilan Pappé rapporte des anecdotes similaires, transmises par les voyageurs européens, qui montrent l'érosion du système patriarcal et la disparition du choix préférentiel pour la cousine germaine, dans les élites urbaines musulmanes, juives ou chrétiennes ottomanisées. Mais les nouvelles normes ne sont pas suivies à la lettre : il arrive que des filles épousent leurs cousins paternels malgré leur haut niveau d'instruction¹⁷.

24 Malgré des poches de modernité, la fécondité palestinienne a augmenté et a atteint au long du mandat un niveau de fécondité dite « naturelle », c'est-à-dire découlant du mariage précoce, peu compensé par le divorce ou le veuvage, et d'une absence de pratique de la contraception (à laquelle s'ajoute un temps d'allaitement très court). À son niveau le plus bas, en 1942, le taux de natalité des Palestiniens était de 43 p. mille, et à son apogée de 58 p. mille. Avec une natalité moyenne de 50 p. mille, soit une fécondité de 8 à 9 enfants par Palestinienne, c'était le record planétaire de l'époque.

25 La Palestine dépassait alors le reste du monde arabe et musulman. La natalité était « seulement » de 42 p. mille en Egypte, de 40 p. mille en Syrie. En Afrique du Nord, elle était plus basse : 41 p. mille au Maroc, 38 p. mille en Tunisie. Même en Algérie, où les luttes à venir devaient se nourrir d'une forte natalité, elle n'était que

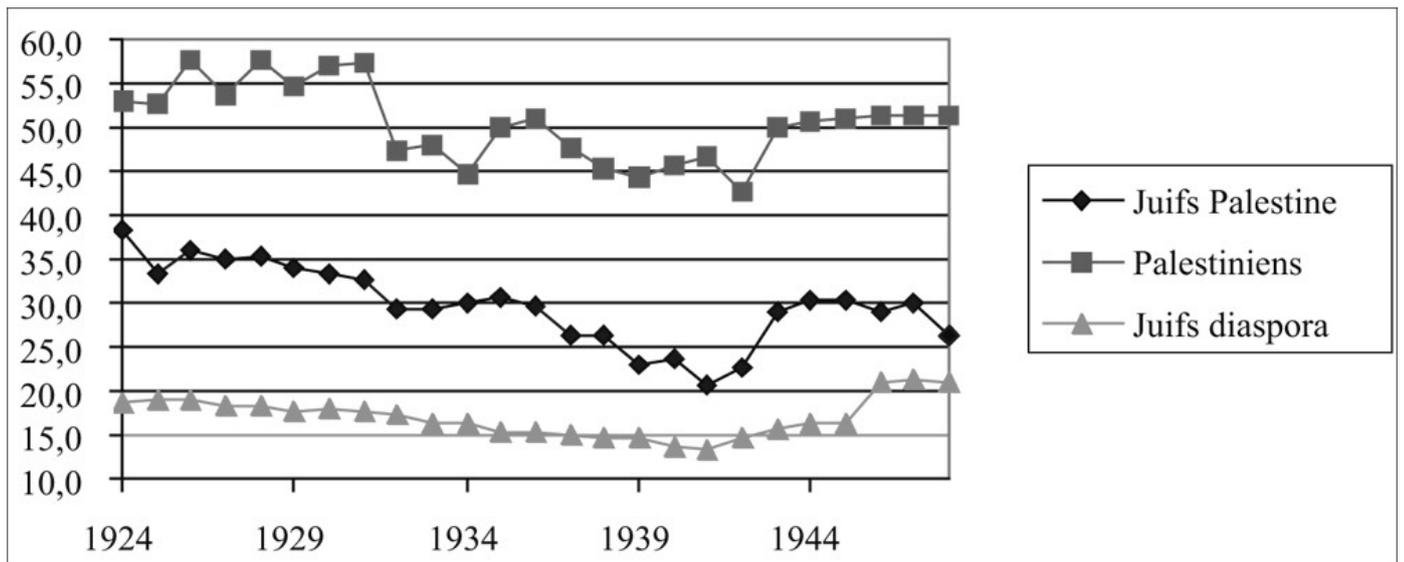
de 36 p. mille chez les musulmans en 1936 et 1949. Ainsi, la forte natalité du microcosme palestinien, conservée jusqu'à la deuxième *intifada*, est ancienne. La faible modernisation et les symptômes d'une démographie élevée (sous-développement, ruralité, analphabétisme, etc.) n'expliquent pas tout. Il s'y rajoutait vraisemblablement une volonté politique, qui prit une forme démographique. Plus de naissances signifiait plus d'hommes afin de mieux résister à la conquête rampante du territoire par l'immigration et l'appropriation des terres.

²⁶Un élément fort conforte cette hypothèse. La fécondité est restée très élevée malgré la forte baisse de la mortalité. Généralement, la baisse de la mortalité, première phase de la transition démographique, est suivie après un court décalage temporel d'une baisse de la natalité, deuxième phase de la transition démographique. La baisse de la mortalité s'est accélérée lors du mandat, les Britanniques ayant importé la médecine moderne et leur propre système de santé publique pour se protéger eux-mêmes des maladies. La population palestinienne en a un peu profité, à telle enseigne que l'espérance de vie des Palestiniens, qui n'était que de 23 ans en moyenne en 1860 et de 31 ans au début du mandat britannique, dépasse 43 ans à la fin de cette période. Quatre enfants sur dix décédaient avant 5 ans au début du mandat, 2 sur 10 en 1948¹⁸.

²⁷La natalité palestinienne est restée très élevée (graphique 1), entraînant le doublement du taux de croissance naturelle : 1,7 % par an, entre 1918 et 1931, 3,1 % entre 1940 et 1946. Avec une population surtout rurale et agricole, dont la base productive se rétrécissait à cause des achats de terre par les juifs, l'accélération démographique engendra la paupérisation des masses¹⁹. En outre, il n'y avait pas d'exutoire migratoire vers l'étranger, ni à l'époque ottomane, où les ventes de terres aux juifs ont commencé, ni à l'époque mandataire où elles se sont accélérées²⁰. Les Palestiniens sont restés attachés à leur terroir.

²⁸Avant l'exode de 1948, les faiseurs d'opinion (ou l'inconscient collectif ?) avaient sonné l'alarme : pour survivre sur cette terre il faut être nombreux, même si l'on doit devenir de plus en plus pauvre. Réaction de désespoir, prescience d'une population sur le point d'être jetée sur les routes de l'exil ?

Graphique 1. Taux de natalité des Palestiniens, juifs en Palestine et juifs de la diaspora (1924-1948)



[Agrandir](#)[Télécharger l'image \(.jpg, 88 KB\)](#)

Immigration et sursaut de natalité chez les juifs

²⁹Après la déclaration Balfour (1917), les maîtres britanniques étant mieux disposés envers l'immigration que leurs prédécesseurs ottomans, les juifs se sont fait forts d'inverser le rapport des masses démographiques, désastreux pour eux avant la Première guerre mondiale, et qui s'était encore aggravé au cours du conflit. Des dirigeants déterminés et une Agence juive performante vont s'appropriier la terre et modifier la démographie²¹ – par l'immigration juive naturellement et par les autres composantes de la démographie, qui opéraient en filigrane, de manière moins spectaculaire²².

³⁰Tout ou presque a été écrit sur l'immigration. Elle a contribué à propulser le nombre des juifs en Palestine de 13 000 en 1852 (4 % de la population des districts de Jérusalem, Acre et Naplouse), à 650 000 un siècle plus tard, lors de la création d'Israël en 1948²³. 84 000 immigrants sont arrivés entre 1850 et 1914, dont plus de la moitié (44 000) uniquement après le congrès de Bâle en 1897. Cette immigration est cependant en butte à une forte déperdition : huit immigrants juifs sur dix reviennent à leur point de départ, peut-être parce que la Palestine ne leur avait pas été encore octroyée par la déclaration Balfour. Une fois la création

d'un État quasiment accordée, l'immigration s'est emballée. Herzl avait vu juste : les infiltrations juives n'étaient pas fécondes. Une institutionnalisation, une reconnaissance de type étatique devait couronner le projet. Comme il l'avait prévu, les juifs affluèrent, dès le début du mandat britannique, à un rythme soutenu, de même qu'augmenta en parallèle l'acquisition de terres cultivées : 10 % des terres étaient passées aux mains des juifs en 1930 (50 % des terres les plus fertiles).

³¹Avec la montée du nazisme et la fermeture des pays européens, l'immigration des juifs en Palestine atteindra des records. « Un véritable raz de marée d'immigrants juifs va déferler sur la Palestine à partir de 1933 : on aurait dit une digue qui s'est effondrée. Au rythme où allait cette immigration, la population arabe palestinienne risquait de devenir minoritaire dans son propre pays dans un délai relativement court²⁴. » L'immigration, légale et clandestine, a fait passer le nombre des juifs de 84 000 au recensement de 1922 à 650 000 à la veille de la création d'Israël en 1948, une multiplication par 8 en 25 ans, avec un taux de croissance annuelle de 8,2 %, quatre fois plus que la croissance naturelle et presque quatre fois plus que la croissance chez les Palestiniens (tableau 1).

TABLEAU 1. Population palestinienne et juive (milliers) sous le Mandat britannique

Année	Palestiniens	juifs	Total	% juifs
1922	668	84	752	11,2
1931	858	175	1033	16,9
1937	997	386	1383	27,9
1945	1238	608	1846	32,9
1947	1305	650	1955	33,2

Agrandir[Télécharger l'image \(.jpg, 36 KB\)](#)

Sources : 1922 et 1931 : recensements ; 1937 : estimation ; 1945 : enquête anglo-américaine ; 1947 : projection, d'après MidEast Web : « Population of Ottoman and Mandate Palestine Prior to 1948 », <http://www.mideastweb.org/palpop.htm>

³²Mais l'immigration – la campagne d'immigration la plus active des temps modernes²⁵ – n'est pas une explication suffisante. À partir des débuts du mandat

britannique, dès les premières implantations de la fin du XIX^e siècle sans doute, la fécondité juive, si basse dans les pays européens et aux États-Unis, se redressa – comme par miracle – au contact de la Terre Sainte. De son cabinet de travail, loin des réalités du terrain, Herzl avait vu juste.

³³En diaspora, les taux de natalité de la population juive étaient particulièrement faibles comparés à ceux des chrétiens, ce qu'attestent les chiffres pour l'Autriche, en 1851-57 et 1861-70, pour Berlin en 1898, pour Bucarest en 1878, pour Budapest en 1873 et 1896, pour la France en 1855-59, pour la Prusse en 1824-73, et jusqu'à 1893-97, pour la Russie en 1867 et 1868-70, pour la Toscane en 1861, pour la Westphalie en 1824-1873. Partout le taux de natalité des juifs est plus bas que celui des chrétiens. Les seules exceptions sont la Hongrie en 1874 et Prague en 1880. En revanche, en Algérie coloniale, la natalité des juifs, comparable à celle des musulmans, était plus forte que celle de la population chrétienne^{[26](#)}.

³⁴Le graphique 1 montre la justesse des prévisions de Herzl. Sous le mandat britannique, la natalité juive a été bien plus forte en Palestine que dans la diaspora, entre 21 et 38 p. mille (30 p. mille en moyenne) deux fois plus que le taux moyen de la diaspora (17 p. mille). Cette forte natalité des juifs de Palestine s'est maintenue et creuse toujours la différence entre les juifs en Israël (2,71 en 2004) et ceux de la diaspora (0,9 à 1,7 enfant)^{[27](#)}. La fécondité élevée des juifs dès le XIX^e siècle, n'était pas le fait des religieux et des orthodoxes seulement. Même les juifs « modernes » mettaient au monde beaucoup d'enfants (5 en moyenne)^{[28](#)}.

³⁵Curieusement, la fécondité du *yichouv*, cette communauté entièrement issue de l'immigration, tournait le dos aux normes reproductives des juifs d'Europe pour se rapprocher de celle des Palestiniens, l'une des communautés les plus fécondes de l'époque. Généralement, l'immigration produit l'effet contraire : celui de diminuer la fécondité, en raison de la rupture matérielle et psychologique consécutive à la mobilité.

³⁶Des mesures d'encadrement particulièrement efficaces de la famille et de la procréation ont été mises en œuvre, comme une application des préceptes de Herzl dans *L'État des Juifs* et *Altneuland* pour supprimer les coûts de l'enfant et permettre à la fécondité juive de s'épanouir. Les coûts financiers et psychologiques de l'éducation des enfants sont passés de la famille à la société, augmentant au passage le poids des valeurs sociétales par rapport aux valeurs individuelles, ce qui n'aurait pas déplu à Herzl, lui-même étatiste convaincu.

³⁷Nationalisme, militarisme et natalisme sont liés, on l'a vu pour les Palestiniens. Le nationalisme à rebours des immigrants juifs, pour contrer le nationalisme palestinien, a nourri leur fécondité. Ils avaient également une grande foi dans l'avenir, d'où leur vision sereine de la procréation. Mais n'omettons pas la propagande pro-nataliste chez les juifs, qui augmente lors de la grande révolte palestinienne de 1936-1939 et au cours de la deuxième guerre mondiale, lorsque les nouvelles de la destruction du judaïsme européen parviennent au *yichouv* et que l'invasion de la Palestine par les Allemands devient possible²⁹. La militarisation du *yichouv*, à l'état embryonnaire avant la Première Guerre Mondiale, a été un atout favorable à la natalité.

³⁸La volonté de fabriquer une communauté « autochtone » abondante le plus vite possible a poussé les juifs au mariage précoce – en 1935-1948, leur taux de nuptialité était parmi les plus élevés du monde, presque aussi élevé que celui des Palestiniens musulmans – et à la famille nombreuse, à l'inverse des juifs de la diaspora, chez qui l'usage était d'avoir deux enfants ou un enfant unique. Le *yichouv* a fait sien le précepte qui était présent dans la vision de Herzl : « Les réservoirs de l'immigration n'étant pas inépuisables, l'avenir démographique est lié à la longue à la capacité d'accroissement de sa population³⁰. »

TABLEAU 2. Indicateurs de mortalité, Palestiniens et juifs, 1927-1929

	1927				1928				1929			
	Population (milliers)	Décès	Taux brut mortalité (p. 1000)	Taux de Mortalité Infantile (p. 1000)	Population (milliers)	Décès	Taux brut mortalité (p. 1000)	Taux de Mortalité Infantile (p. 1000)	Population (milliers)	Décès	Taux brut mortalité (p. 1000)	Taux de Mortalité Infantile (p. 1000)
musulmans	545	18031	33,1	217	557,6	19575	35,1	204	572,4	18133	31,7	205
chrétiens	76,8	1545	20,1	187	78,5	1486	18,9	157	80,2	1439	17,9	156
Autres	8,6	243	28,3	154	8,9	186	20,9	121	9,1	242	26,6	167
Palestiniens	630,4	19819	31,4	212	645	21247	32,9	197	661,7	19814	29,9	199
juifs	147,7	1987	13,5	116	149,6	1830	12,2	97	154,3	1820	11,8	90

Agrandir [Télécharger l'image \(.jpg, 120 KB\)](#)

Source : MidEast Web : « Population of Ottoman and Mandate Palestine Prior to 1948 ».

³⁹Les juifs partagèrent avec les Palestiniens la non-concordance entre niveaux de natalité et de mortalité. Les émigrés juifs étaient socialement sélectionnés et apportèrent d'Europe les habitudes de vie et les normes sanitaires propres aux classes privilégiées. La morbidité due à la tuberculose, à l'alcoolisme, aux maladies vénériennes, etc., était inférieure à celle de leurs coreligionnaires d'Europe. Naturellement, leur taux de mortalité était inférieur à celui des Palestiniens, en butte aux maladies endémiques et épidémiques comme la malaria. Les comparaisons suivantes montrent que la mortalité – qui pèse en négatif sur la croissance naturelle – avantageait les juifs par rapport aux Palestiniens et compensait leur déficit de natalité. En 1927-1929, le taux brut de mortalité des juifs, dont la population était pourtant plus âgée, n'était que de 12,5 p. mille contre 31,4 p. mille chez les Palestiniens. La mortalité infantile était deux fois moindre : 101 p. mille chez les juifs contre 203 p. mille chez les Palestiniens.

⁴⁰Les écarts de croissance naturelle entre les deux groupes, étaient donc beaucoup plus faibles que les écarts de natalité : en 1922-1925, 20,4 p. mille chez les juifs, 27,1 p. mille chez les Palestiniens. En 1941-1944, le taux de croissance naturelle des juifs était inférieur à celui des Palestiniens (17,8 p. mille contre 24,6 p. mille), mais pas énormément (38 % plus bas). Avant 1948, l'expression galvaudée d'« explosion » démographique était globalement valable pour la Palestine. Mais avec des nuances. La forte immigration juive n'avait pas son équivalent chez les Palestiniens.

⁴¹Le *yichouv* a donc réussi à traduire en actes ce que Herzl avait mis sur le papier : une population abondante et grandissante, indispensable à l'avènement d'un État juif, et la pratique du fait accompli sur le territoire³¹. Comment la demande des États et des Nations, a-t-elle pu transformer des décisions relevant du secret de la famille et du corps en « arithmétique politique des populations³² » ? Les mécanismes de la traduction de cette idéologie populationniste et nataliste en naissances effectives soulignent l'importance décisive de l'État ou du proto-État juif. Par contre, la montée de la natalité palestinienne n'était qu'une réaction de défense de la seule société civile, qui n'a pu bénéficier du support d'un État qui était inexistant ou hostile.

⁴²Nous ne présentons pas la période 1949-1967 : dix-huit ans de consolidation des acquis de la colonisation, sans expansion significative du territoire conquis et durant lesquels les soucis démographiques, dans la ligne de Herzl, restent dominants.

If the Jewish birth rate is not increased, it is doubtful that the Jewish State will survive... Any Jewish woman who, as far as it depends on her, does not bring into the world at least four healthy children is shirking her duty to the nation, like a soldier who evades military service³³.

Sans grande immigration juive vers Israël qui irait en s'élargissant, sans accroissement notable du taux de la natalité juive dans le pays, nous sommes condamnés à devenir une minorité, même si les menaces des dictatures arabes

d'exterminer Israël étaient déjouées par notre armée nationale. Négliger ce danger revient à dire : après moi le déluge³⁴.

⁴³Le nouvel État a réussi à faire que la population augmente jusqu'à 2 384 000 en 1967, grâce à l'immigration de 1,3 million de juifs et grâce à la préservation d'une fécondité élevée : 3,4 enfants par femme en 1967. Comme l'avait prédit Herzl, le désir d'enfants allait croître chez les juifs européens (et diminuer à peine chez les juifs orientaux, sous l'influence des coutumes natalistes de leurs pays d'origine). Le pouvoir a réussi à abaisser le coût de l'enfant et sa prise en charge par la collectivité. La fécondité effective des juifs israéliens était inférieure à celle dont rêvait Ben Gourion : 4 enfants. Mais elle a assuré une croissance vertigineuse de la population juive et sa part constante ou croissante dans la population totale, au détriment des Palestiniens de 1948 (Arabes israéliens). La guerre de 1967 a été la divine surprise, l'aubaine qui allait permettre au trop-plein de cette population de se déverser sur ce qui restait encore de la Palestine.

Immigration et natalité dans les territoires occupés de 1967 à... 2025³⁵

⁴⁴Depuis 1967, Palestiniens et Israéliens cohabitent ou plus exactement sont juxtaposés sur des territoires (Cisjordanie, Jérusalem-Est et Gaza – jusqu'en septembre 2005) au statut indéterminé. Le territoire taillé sur les deux lambeaux que sont la Cisjordanie (avec Jérusalem-Est) et la bande de Gaza, est instauré par le droit international comme étant celui de la Palestine. Les Nations Unies définissent ainsi la population d'un *Occupied Palestinian Territory*, comme celle du territoire de la Cisjordanie et de Gaza (avec Jérusalem-Est). Il s'agit de la population palestinienne seulement ; l'occupation de Jérusalem (et du Golan), et l'installation de près d'un demi-million d'immigrants israéliens dans les colonies de peuplement sont toujours rejetées par la communauté internationale.

⁴⁵Quelle que soit sa sensibilité politique, le démographe est obligé de considérer ces Israéliens comme des résidents du territoire palestinien, même si pour le juriste leur résidence est illégale. La question du peuplement atteint un rare degré

de complexité, car la démographie, le droit et l'éthique interfèrent. Mais si les colons israéliens sont illégaux, peut-on pour autant les ignorer ? Ce serait se détourner d'une réalité gênante, mais qui perdure et prend de l'ampleur. La colonisation israélienne était perçue avant 2000 comme un phénomène éphémère. Ce n'est plus le cas aujourd'hui et la deuxième *Intifada* n'a pas pu inverser le courant et arrêter la colonisation. Au contraire. Au milieu de l'année 2006, le nombre des Israéliens implantés en Cisjordanie et à Jérusalem-Est avoisine le demi-million (456 000 colons) et le taux d'accroissement de cette population (en Cisjordanie non annexée) a dépassé 5,7 % en valeur annuelle au cours du premier semestre 2006³⁶.

⁴⁶Depuis la guerre de 1967, la croissance démographique israélienne en Cisjordanie est restée parmi les plus fortes de la planète. L'état de guerre aussi bien que celui de paix lui ont profité. Elle a peu subi les contrecoups de la première *Intifada* en 1988-1993. La « paix » des années d'Oslo, 1993-1999, ne l'a pas entravée, pas plus que la deuxième *Intifada*. Le nombre de colons israéliens additionnels par croissance naturelle (différence entre les naissances et les décès) ou par migration (solde des entrées et des sorties) est resté immuable : 15 300 de plus par an entre 1993 et 1999 et autant depuis.

⁴⁷Les prévisions de la population palestinienne du Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS) démarrent en 1997, après le premier recensement palestinien. La population est ensuite établie à partir de projections selon des hypothèses de mortalité, de fécondité, de migration internationale.

⁴⁸Ces chiffres ont le plus souvent été acceptés tels quels. Récemment pourtant, un *think tank* israélo-américain, réuni à Washington le 10 janvier 2005, sous les auspices de l'*American Enterprise Institute* (lié aux milieux néo-conservateurs américains et aux partis israéliens de droite), a produit un document qui a fait l'effet d'une bombe : *Arab Population in the West Bank : The Million and a Half Person Gap*³⁷. Ce pamphlet remet en question les données palestiniennes. Certaines des critiques qu'il exprime sont fondées : surestimation de la fécondité palestinienne, de l'immigration (qui s'est transformée en émigration depuis la deuxième *Intifada*), prise en compte de Palestiniens vivant hors du territoire

palestinien depuis plus d'un an. D'autres ne le sont pas : le fait de considérer Jérusalem-Est comme faisant partie d'Israël. Mais surtout, les arrière-pensées politiques du *think tank* sont manifestes. La démographie des juifs dépasse celle des Palestiniens : la proportion de juifs d'*Eretz Israel* est restée constante (60 %) depuis 4 décennies et la démographie palestinienne, toujours présentée comme une menace notamment par des intellectuels israéliens bien-pensants, ne constitue pas dans les faits un obstacle à l'avènement d'un Grand Israël³⁸.

⁴⁹Le succès de ce pamphlet justifie que ses résultats aient été présentés à la 6^e Conférence de Herzliya, le 23 janvier 2006³⁹, et évidemment rejetés par le PCBS⁴⁰, qui a fait valoir que la fécondité palestinienne n'était pas aussi basse que le prétendait le *think tank*. Contrairement aux allégations de ce pamphlet, le PCBS qui a réalisé le recensement de 1997 n'a pas indûment englobé quelque 325 000 émigrés palestiniens en vue de gonfler les chiffres.

⁵⁰Une phase cruciale s'est ouverte après le retrait de Gaza, suivi des élections palestiniennes et israéliennes de 2006 et de la guerre contre le Liban en juillet-août 2006. Tous ces événements pouvant affecter directement ou indirectement l'avenir des populations, celui de la population de Cisjordanie devrait être reconsidéré. Mais la prospective n'est pas aisée, tant le débat est empoisonné et les chiffres contestés.

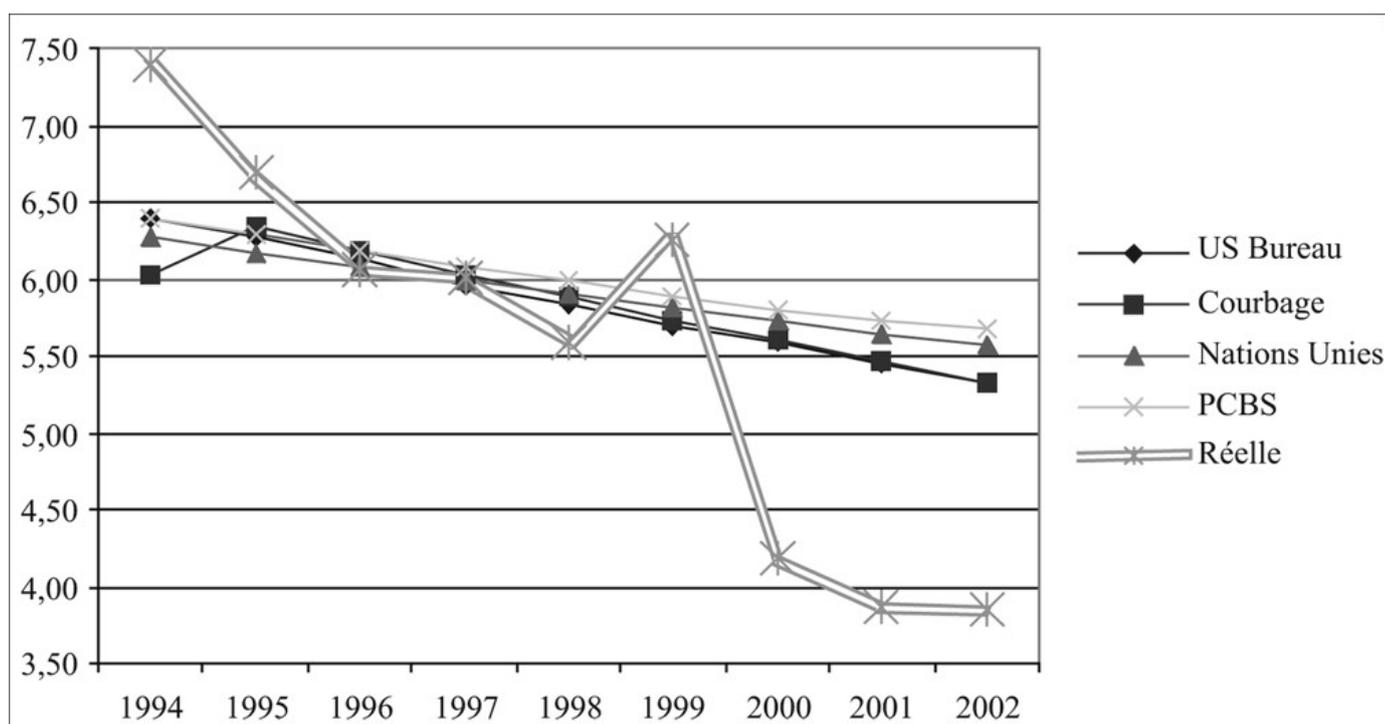
⁵¹Cependant, nous allons inverser les termes de l'équation et considérer la variable démographique comme variable indépendante et l'évolution politique comme variable dépendante. Dans ce cas, c'est l'histoire qui nous servira de guide. Depuis Balfour, voire depuis Herzl, c'est par la création de faits démographiques irréversibles sur le terrain qu'Israël s'est créé et s'est agrandi. La démographie a ses propres règles d'évolution qui obligent la sphère politique à s'y adapter plutôt qu'à la déterminer. C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui dans les Territoires palestiniens.

Une transition accélérée surprenante, des prévisions à la baisse chez les Palestiniens

⁵²La démographie palestinienne, depuis 1967, voire depuis le mandat britannique, résistait aux analyses classiques de la modernisation. Durant la première *Intifada*, par exemple, c'est, contrairement à toute logique, parmi les femmes les plus instruites que la nuptialité et la fécondité ont le plus augmenté. Autrement dit ce sont les femmes dotées de la plus forte conscience politique – les femmes instruites – qui auraient ressenti la nécessité d'augmenter les naissances et le nombre des Palestiniens pour mieux affronter l'occupation.

⁵³Dans le contexte nataliste militant de l'époque, le PCBS avait prévu en 1997 la persistance d'une fécondité élevée. Hypothèse reprise par les Nations Unies, le US Bureau of Census (et moi-même).

Graphique 2. Évolution de la fécondité en Palestine, selon quatre projections et la réalité, 1994-2002



Agrandir [Télécharger l'image \(.jpg, 92 KB\)](#)

⁵⁴Mais à partir de 2000, la fécondité a brutalement chuté de 6,25 enfants par femme à 4,18. En 2001-2003, il n'y eut pas, comme l'on pouvait s'y attendre, après une crise démographique, de récupération des naissances. Fait symbolique, la fécondité des Palestiniens est tombée en deçà de ce qu'elle était en 1948. La dernière enquête *Demographic and Health Survey* de 2004⁴¹ donne des résultats légèrement plus élevés mais confirme la baisse, surtout en Cisjordanie : 4,05

enfants par femme, pour 5,74 à Gaza, et 4,63 dans l'ensemble des Territoires Palestiniens.

⁵⁵Le « retrait » – ne serait ce que démographique – de Gaza laisse un territoire disputé par excellence, la Cisjordanie, où la démographie est une carte maîtresse. La fécondité y est restée constante, autour de 6 enfants jusqu'en 2000, avant de tomber brutalement à 3,4 en 2002-2003, selon le ministère de la Santé (4,05 selon le PCBS). C'est le résultat de la diminution du taux de nuptialité (8 % en 1999, 5,5 % en 2002-2003) et de la généralisation de la contraception qui touche 55 % des femmes mariées. Les tabous natalistes se sont effondrés. Le ministère de la Santé a innové en publiant le taux d'avortement. Le contrôle des naissances a conquis les esprits, les Palestiniennes n'hésitent plus à recourir à la solution extrême de l'avortement. Elles sont lancées sur la voie de la modernité démographique. On ne saurait en dire autant des Israéliens des colonies.

⁵⁶On a quelques difficultés à imaginer cette révolution démographique dans un pays nataliste. Les faiseurs d'opinion politiques et religieux ainsi que la société civile, voyaient la procréation comme un rempart face à l'immigration juive, à la colonisation et aux menaces de transfert. Mais en 2000, les mots d'ordre natalistes ne semblaient plus opérer. Le bouclage des territoires palestiniens, la difficulté de circulation des hommes et des marchandises, la fermeture du marché israélien à la main-d'œuvre palestinienne, les entraves à l'exportation, ont précipité la chute du revenu national *per capita*. Cependant, la baisse de la fécondité date de l'année 2000, c'est-à-dire avant la forte dégradation des conditions économiques. Les données économiques et sécuritaires ne rendent donc pas compte du *timing* de la baisse de la fécondité. Dans ce contexte, où le poids du nombre est fondamental, la baisse de la fécondité a des connotations politiques fortes. Elle révèle la divergence entre valeurs individuelles et valeurs sociétales.

⁵⁷Pour le futur, il y a d'abord la question du « vrai » chiffre de la population palestinienne. L'estimation de 2 867 000 habitants que j'avais utilisée en 2005 est peut-être trop faible. Il y a le comptage des 325 000 émigrés qui n'a pas eu de réponse adéquate. L'indice de fécondité du ministère de la Santé que j'ai utilisé :

3,4 enfants par femme est de 16 % inférieur à celui de l'Enquête DHS : 4,05. L'émigration des Palestiniens depuis le recensement de 1997 est forte mais difficile à quantifier⁴².

⁵⁸Mais même si ce chiffre est trop bas, celui du PCBS paraît trop élevé. Ainsi, les élections du 25 janvier 2006 ont confirmé indirectement que les résidents palestiniens seraient moins nombreux que dans l'estimation du PCBS : il n'y a eu qu'un million de votants. Or le PCBS estime que la population résidente s'élève en 2006 à 3,8 millions et la population en âge de voter à 1,87 million. Il est difficile d'imaginer, compte tenu de la forte mobilisation du Hamas et du Fatah, que seuls 54 % des Palestiniens de 18 ans et plus aient voté.

⁵⁹L'avenir de la population palestinienne dépendra de l'évolution de la fécondité et de l'ampleur des migrations des vingt prochaines années. La fécondité a-t-elle atteint son niveau le plus bas ? Ou le plancher actuel sera-t-il encore dépassé ? Le nombre des Palestiniens dans les territoires palestiniens va augmenter d'ici 2025 de 2 867 000 en 2005 à 4 100 000 d'après nos calculs. Croissance rapide au regard des standards proche-orientaux (1,8 % en moyenne par an). La population de Gaza, désormais « évacuée », passera de 1 100 000 en 2005 à 1 700 000 Palestiniens en 2025. Celle de Cisjordanie et de Jérusalem-Est de 1 800 000 à 2 400 000, mais, contrairement à Gaza, leur territoire sera âprement disputé par Israël. La démographie sera alors l'un des éléments déterminants de l'expansion, parallèlement au « mur » et à la stratégie territoriale⁴³.

Les Israéliens en Cisjordanie réunissent tous les atouts démographiques

⁶⁰À l'inverse des Palestiniens, les Israéliens implantés en Cisjordanie détiennent toutes les cartes d'une forte croissance démographique : une forte fécondité qui ne s'infléchit pas, une immigration qui ne tarit pas, une pyramide des âges qui décrit une population très jeune. Enfin, une très faible mortalité due à la fois à une forte longévité et à la structure de la pyramide des âges.

⁶¹Les Israéliens en Cisjordanie et à Jérusalem-Est ne sont pas tous religieux ou hyper-nationalistes, mais ils le sont bien plus que les Israéliens de l'intérieur de la Ligne Verte. Ces préférences religieuses et politiques favorisent le désir d'enfants et la famille nombreuse. Un choix récompensé par le soutien financier de l'État ou celui du secteur non gouvernemental. Les milliards de dollars qui se sont déversés sur les colonies comprennent des subventions qui réduisent les coûts de l'enfant et satisfont ces choix familiaux : déductions fiscales, aides au logement, à la santé, à l'éducation. Les jeunes couples ont tout intérêt (hormis l'insécurité) à traverser la Ligne Verte pour mettre au monde un enfant dans les colonies.

⁶²Les gouvernements de droite ou de gauche ont mis en place une politique démographique conçue par le Conseil Suprême de la Planification pour augmenter la population israélienne en Cisjordanie. L'État a accordé des avantages substantiels, ce qui a contribué à élever le niveau de vie dans les colonies par rapport à Israël. Le ministère de la Construction et du Logement a accordé de généreux prêts pour l'achat d'appartements. L'Administration Israélienne de la Terre a consenti des réductions importantes dans la location des terres. Le ministère de l'Éducation a donné des avantages matériels aux enseignants et des exemptions des frais de scolarité (90 % dans les maternelles). Le ministère de l'Industrie et du Commerce a accordé des donations aux investisseurs et aménagé les zones industrielles. Le ministère du Travail et des Affaires Sociales a fourni des primes aux travailleurs sociaux. Le ministère des Finances a concédé des réductions d'impôts. De cette bienveillance de l'État sont nés des projets grandioses, tel le plan dit « de paix et de sécurité en Eretz Israël ». Le Conseil des implantations juives en Judée-Samarie prévoit un million de colons en 2020⁴⁴, dans la seule Cisjordanie non annexée, une multiplication par 4 du nombre des colons, un taux d'accroissement annuel qui laisse rêveur : 9,2 % par an !

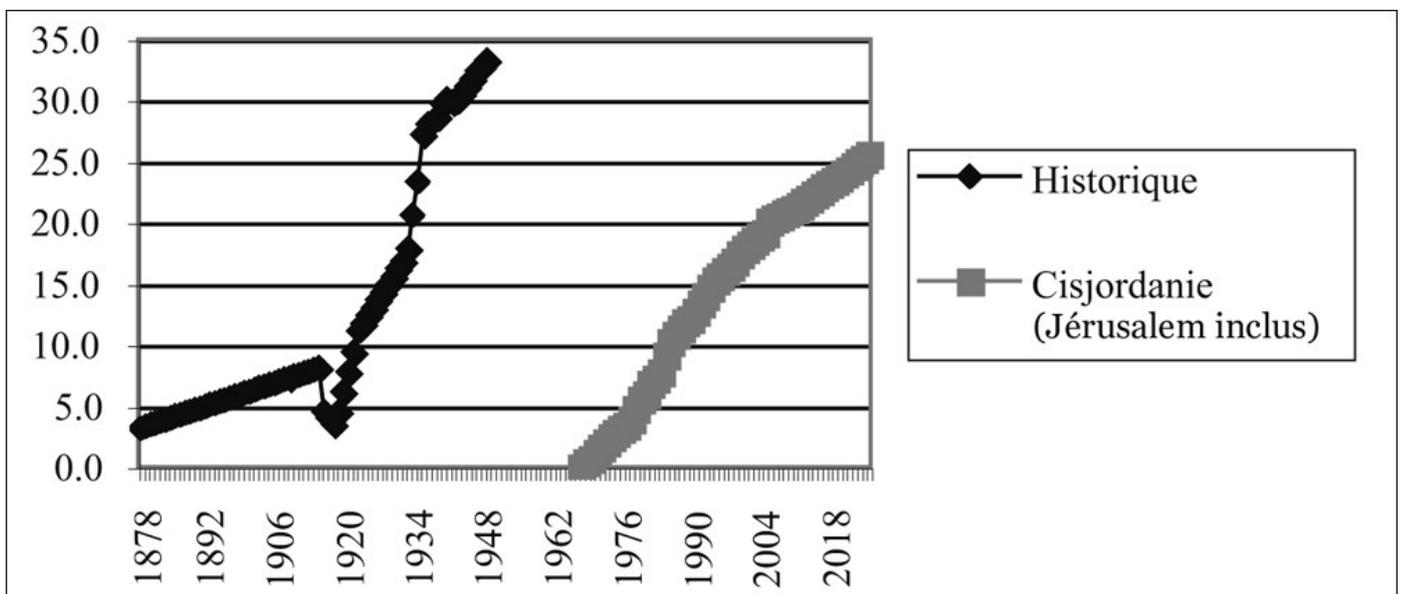
⁶³Alors que le niveau de vie des Palestiniens s'est effondré, celui des Israéliens en Palestine s'est maintenu à coups d'aides directes (2 fois plus élevées que de l'autre côté de la Ligne Verte) et de subventions. À partir de l'an 2000, la fécondité palestinienne (4,18 enfants par femme) est devenue inférieure à celle des colons israéliens (4,51) qui enregistraient au même moment un autre record symbolique :

une fécondité deux fois plus élevée que celle des Juifs à l'intérieur de la Ligne Verte (2,35 en 2001).

⁶⁴La fécondité palestinienne récente est en baisse ; celle des colons continue à augmenter bien que partant de très haut : 4,65 en 2003, 4,74 en 2004 en Cisjordanie. À Jérusalem (Jérusalem-Ouest et colonies), la fécondité juive a augmenté de 3,86 à 3,94. Ainsi la fameuse « croissance naturelle » des colonies et elle seule, sans apport migratoire, atteint un record universel dû à cette rare conjonction d'une fécondité forte et d'une mortalité basse. Au taux de croissance naturelle actuel de 3,42 %, il suffira de 20 ans pour que la population double. Mais c'est toujours l'« explosion » démographique palestinienne qui est dénoncée⁴⁵.

⁶⁵Malgré son caractère illégitime, la population des colonies israéliennes de Cisjordanie risque de connaître de beaux lendemains, car l'immigration se conjugue à la croissance naturelle pour renforcer l'effectif de cette population qui doublera pour atteindre 833 000 habitants en 2025. Le graphique suivant présente la progression de la population juive en Palestine ottomane et mandataire depuis 1878, quand les premiers immigrants juifs commencèrent à s'y installer, jusqu'à la disparition de cette entité en 1948, et celle de la population israélienne en territoires palestiniens (Cisjordanie, Jérusalem-Est et Gaza) depuis la guerre de 1967, avec des projections jusqu'en 2025. Les deux courbes ne sont pas parallèles. La première a une pente élevée surtout après la première guerre mondiale tandis que la seconde s'infléchit légèrement. Aujourd'hui, en 2005, la proportion d'Israéliens en Cisjordanie est celle qu'atteignaient les juifs en Palestine historique en 1928, 20 ans avant 1948.

Graphique 3. Proportion des juifs dans la population de la Palestine historique (1878-1948) et des Israéliens en Cisjordanie, 1967-2025



Agrandir [Télécharger l'image \(.jpg, 84 KB\)](#)

⁶⁶Les deux courbes présentent des concordances. Par exemple : en 2005, la proportion d'Israéliens en Cisjordanie était au même niveau que celle des juifs en Palestine historique en 1933, quinze ans avant la fin du mandat britannique. En revanche, à ses débuts, la colonisation de ce qui restait de la Palestine après 1967 a été beaucoup plus rapide que celle de la Palestine ottomane.

⁶⁷Si rien de ce qui serait susceptible d'infléchir le cours de l'évolution ne se produit [46](#), la population israélienne augmentera tous les cinq ans de plus de 1 %, aggravant encore plus le déséquilibre au détriment de la population palestinienne. De 20 % en 2005, les Israéliens en Cisjordanie passeront à 25,5 % en 2025.

Conclusion

⁶⁸Que déduire de cette histoire du peuplement qui tend à se répéter sur les restes de la Palestine ? Est-elle annonciatrice de l'avenir ? Les évolutions politiques locales ou internationales peuvent démentir ces chiffres fondés sur une extrapolation de tendances. En outre, les contextes historiques ne sont pas identiques. De 1878 à 1948, la démographie était liée au processus de *Nation Building* ou de *State Building*, puisqu'il s'agissait de bâtir une nation et un État à partir d'une population juive presque inexistante. Après 1967, si la démographie a été instrumentalisée, ce fut pour élargir les contours d'un État déjà existant.

⁶⁹Depuis la deuxième *Intifada*, la violence, la confiscation de terres et l'érection de nouveaux pans du mur poussent les Palestiniens au départ, du moins ceux qui parviennent à trouver un pays d'accueil. Ces mêmes raisons les incitent également à avoir moins d'enfants. Par ailleurs, la mortalité palestinienne, qui avait beaucoup baissé grâce à l'efficacité des soins de santé, pourrait augmenter en raison des effets directs et indirects de l'état extrême de tension qui a suivi la réoccupation de Gaza. L'ensemble de ces actions sur l'émigration, la fécondité, voire la mortalité constituent les différentes facettes d'une politique démographique non écrite – moins visible que le « transfert » –, qui vise à réduire la population palestinienne au profit de la population israélienne.

⁷⁰Le scénario unilatéraliste israélien envisage l'annexion d'une partie substantielle de la Cisjordanie. Dans ce jeu à géométrie variable, l'un des points non négociables est l'annexion de Jérusalem-Est élargi où résident 195 000 colons environ, considérés par Israël comme résidents de son territoire et par la communauté internationale comme résidents illégaux. C'est la version minimale qui fait l'unanimité de la classe politique et de la plupart des Israéliens. Mais depuis la caution américaine d'un non-retour aux frontières de 1967, des projets d'annexion plus ambitieux concernent des territoires situés au-delà de la Ville sainte : les colonies principales et les aires d'attraction de *Maaleh Adumin* et *Goush Etzion*, le « doigt » d'*Ariel*. *Quid* de la vallée du Jourdain, l'une des premières terres de colonisation en Cisjordanie après 1967, la nouvelle frontière d'Israël à l'Est ?

⁷¹Le mur, déjà construit ou en construction, permettra d'englober les grandes colonies et de rapprocher les frontières définitives d'Israël du tracé correspondant à ses ambitions territoriales. Mais les mesures sécuritaires (le mur) et territoriales (expansion de la surface des colonies et routes de contournement) seraient insuffisantes si l'apport de la démographie venait à manquer. Dans cet espace conflictuel, l'objectif est d'aller à la conquête des vides afin de démontrer que la colonisation a atteint un seuil irréversible.

⁷²En 1947, le plan de partage de la (première) Palestine, établi par la communauté internationale, a accordé 55 % du territoire à l'État juif. Le tiers de la population

(33,7 %) était juif (668 000). En ce premier quart de siècle, les ordres de grandeur ont changé : le Conseil des implantations juives veut un million d'Israéliens dans la seule Cisjordanie (non annexée) en 2020, soit 1,7 million en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. C'est un chiffre énorme. Mais les projections démontrent qu'il n'est pas tout à fait absurde.

⁷³Le démographe aurait souhaité utiliser la science des prévisions pour voir ce que réserve l'avenir. Malheureusement il ne peut prévoir que des chiffres laissant ouvertes de nombreuses possibilités. Mais la comparaison des processus démographiques au cours des deux phases envisagées ici – la phase historique jusqu'en 1948 et la phase actuelle, depuis 1967 et avec une incursion dans le futur jusqu'en 2025 – suggère des stratégies très voisines. Une population entièrement issue de l'immigration qui se donne ensuite une légitimité sur la terre, grâce à un mode de reproduction, aux antipodes de ses coutumes diasporiques. Une forte rotation grâce au mariage précoce : après deux décennies, les immigrants cèdent la place aux deuxièmes générations qui se ressentent bientôt d'« ici » plutôt que de « là-bas ». Une progéniture abondante qui permet de rivaliser avec les autochtones et de combler les vides du territoire.

Notes de bas de page

1C'est à lui que revient l'honneur d'avoir popularisé, faute de l'avoir inventée, l'expression qui récapitule l'esprit du sionisme, « Une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». La paternité en revient en effet à Lord Shaftesbury.

2La première protestation connue contre l'immigration juive par les Palestiniens remonte à 1891. Il s'agit de l'envoi d'un télégramme à la Sublime Porte par des notables musulmans et chrétiens protestant contre l'immigration des juifs russes en Palestine (Kimmerling B. et Migdal J., 2003 : *The Palestinian People : A History*, Cambridge, Harvard University Press, p. 78).

3Notamment, un *think tank* israélo-américain, dirigé par Zimmerman B. *et al.*, 2005 : *Arab Population in the West Bank and Gaza, The Million and a Half Person Gap, Full Study and Presentation*, The American Enterprise Institute, Washington.

[4](#) Voir Shabaneh L., président du *Palestinian Central Bureau of Statistics* (PCBS) : « Some Israeli-American researchers are insisting to misuse official statistics for political purposes », *Rammal*, 26 mars 2006.

[5](#) La durée de 20 ans est arbitraire. En démographie, il est fréquent de faire des prévisions sur les 50 prochaines années, voire au-delà. Le politologue est plus méfiant et tendrait spontanément à raccourcir cette période. Vingt ans m'a paru un bon compromis.

[6](#) Voir Laqueur W., 1994 : *Histoire du sionisme I*, Paris, Gallimard (coll. Tel), p. 134-207.

[7](#) Herzl T., 2003 : *L'État des Juifs*, Paris, La Découverte.

[8](#) Herzl T., 1980 : *Pays ancien, pays nouveau (Altneuland)*, Paris, Stock Plus, Judaïsme Israël.

[9](#) Alors même que les financiers juifs, censés financer l'achat de la Palestine aux Ottomans, n'ont pas incarné cette tierce partie.

[10](#) Dans *Altneuland*, Herzl développe cette idée : « Quand l'immigration massive des juifs en Palestine a commencé, un énorme besoin de marchandises s'est fait sentir du jour au lendemain... Les grandes maisons de commerce s'empressèrent d'ouvrir des succursales dans les plus importantes villes de Palestine... Peu à peu, les immigrants arrivant en masses s'enracinèrent et prospérèrent et il leur fallut des marchandises plus nombreuses et plus sophistiquées » p. 121.

[11](#) Même de *desperados*, les plus aptes à la conquête.

[12](#) « Les juifs nous ont enrichis, pourquoi leur en voudrions-nous ? », déclare le dénommé Rechid, un Palestinien, personnage du roman *Altneuland*, p. 146. Curieusement, Herzl préconise qu'il n'y ait au départ « nulle discrimination pour cause de religion ou de nationalité », c'est-à-dire que l'émigration vers la Palestine soit ouverte aux non-juifs.

[13](#) Cité par Cook J., 2006 : *Blood and Religion : The Unmasking of the Jewish and Democratic State*, London, Pluto Press, p. 97.

14Pappé I., 2004 : *Une terre pour deux peuples : Histoire de la Palestine moderne*, Paris, Fayard ; Ghassanel Khazen, 2005 : « Les structures sociales à la veille de la Grande Révolte », dans *La Grande Révolte arabe de 1936 en Palestine*, Beyrouth, Dar an-Nahar, chapitre 3, p. 37-87.

15En 1931, 70% des hommes chrétiens de plus de 21 ans étaient alphabétisés contre 18 % chez les musulmans, le taux d'urbanisation atteignait 76% chez les premiers, 25 % chez les seconds. Voir MacCarthyJ., 2001 : « Palestine's Population during the Ottoman and the British Mandate Periods », <http://www.palestinereremebered.com/Acre/Palestine-Remembered/Story559.html>.

16Husseini Shahid S., 2000 : *Jerusalem Memories*, Beirut, Naufal, p. 19.

17Husseini Shahid S., *Jerusalem Memories*, p. 42. et p. 140. Une tante qui a fait ses études dans le très huppé collège Vassar aux États-Unis et s'empresse d'épouser son cousin si tôt de retour en Palestine (p. 42). Chez les Husseini, les mariages consanguins étaient la règle, peu d'hommes osaient enfreindre la norme. « She was beautiful and rich, he was handsome and well educated. Both were from the senior branch of the Husseini family. It was only natural that sooner or later they would meet and marry » (p. 140).

18Lorsque la mortalité infantile et juvénile baisse autant, la fécondité est supposée s'ajuster automatiquement à la baisse car il n'est plus nécessaire de se prémunir contre les risques de décès de l'enfant.

19C'est la conclusion sans équivoque du Rapport French de 1932 : « Etant donné la croissance rapide de la population arabe, la situation ne pourra qu'empirer : à chaque achat juif, le nombre d'Arabes sans terre que l'on ne pourra pas réinstaller augmentera plus que proportionnellement. Les petits paysans vendent leurs terres parce qu'ils sont sur-endettés et la crise frappe plus fortement le paysannat des collines de l'intérieur que celui des plaines ». Cité par Ghassanel Khazen, 2005 : *La Grande Révolte arabe de 1936 en Palestine*, p. 134.

20McCarthy J., 1990 : *The Population of Palestine. Population Statistics of the Late Ottoman Period and the Mandate*, New York, Columbia University Press.

21 Pappé I., 2005 : *La guerre de 1948 en Palestine*, Paris, 10/18, p. 74-75.

22 Ilan Pappé note qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les décideurs américains, anglais, onusiens [...], lorsqu'ils évoquaient la démographie en Palestine ne pensaient pas seulement aux Palestiniens et aux juifs du Yichouv, mais également aux millions de survivants de l'holocauste nazi, immigrants potentiels, devenus partie intégrante de l'équation démographique en Palestine.

23 Courbage Y. et Fargues P., 1992 : *Chrétiens et Juifs dans l'Islam arabe et turc*, Paris, Fayard, Chapitre VII : « Israël et la démographie palestinienne », p. 247-273 ; McCarthy J., 1990 : *The Population of Palestine* ; Bachi R., 1974 : *The Population of Israel*, CICRED, Paris.

24 Ghassanel Khazen, 2005 : *La Grande Révolte arabe de 1936 en Palestine*, p. 117.

25 Frielander D. et Goldsheider C., 1979 : *The Population of Israel*, New York, Columbia University Press.

26 Jewish Encyclopedia, « Births », <http://www.jewishencyclopedia.com/>.

27 DellaPergola S., 2005 : « La population juive dans le monde à l'aube du XXI^e siècle : tendances, perspectives et conséquences », in Anteby-Yemini L. : *Les diasporas : 2000 ans d'histoire*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 172.

28 Bachi R., 1975 : *The Population of Israel*, Paris, CICRED, p. 196.

29 Bachi R., 1952 : « La population juive de l'État d'Israël », *Population*, Paris, p. 440.

30 *Ibid.*

31 Portuguese J., 1998 : *Fertility Policy in Israel : The Politics of Religion, Gender and Nation*, Westport Praeger, p. 23-25. L'auteur n'a pas analysé la politique démographique avant la création d'Israël en termes d'augmentation de la natalité du Yichouv.

[32](#) Abu-Lughod L., 2002: 4^e de couverture de l'ouvrage de Kanaaneh R.A., *Birthing the Nation : Strategies of Palestinian Women in Israel*, Berkeley, University of California Press.

[33](#) Ben-Gurion D., 1971 : *Israel : A Personal History*, New York, Funk and Wagnalls, cité par KING L., 2002 : « Demographic trends, pronatalism, and nationalist ideologies in the late twentieth century », *Ethnic and Racial Studies*, vol.25, n° 3.

[34](#) Ben-Gurion D., 1967 : *Haaretz*, cité par Geris S., 1969 : *Les Arabes en Israël*, Paris, Maspéro.

[35](#) Cette partie actualise l'essentiel de mon article, Courbage Y., 2006 : « Les enjeux démographiques en Palestine après le retrait de Gaza », *Critique Internationale*, n° 31, p. 23-38.

[36](#) Palestinian Central Bureau of Statistics, 2006 : *Les colonies israéliennes en territoire palestinien : Rapport statistique annuel (en arabe)*, Ramallah, 107 pages. pages.<http://www.pcbs.gov.ps>. Au 30 juin 2006, la population des colons en Cisjordanie non occupée, atteignait 260 932 contre 253 748 au 31 décembre 2005, soit une augmentation de 2,8 % en 6 mois. Voir *The Jerusalem Post*, « W. Bank Jewish Population Tops 260,000 », Jérusalem, 17 août 2006.

[37](#) <http://www.pademographics.com>.

[38](#) En outre, ce pamphlet répugne à appeler les Palestiniens par leur nom, ne les reconnaît pas comme groupe national mais comme une collection d'individus floue et informe. Voir document cité : *The Arab population in the West Bank and Gaza*.

[39](#) Mais le trou s'est réduit de 0,5 million. Voir Zimmerman B., *et al.* : « Arab Population in the WestBank and Gaza : The Million Person Gap », *Presentation at the Sixth Herzliya Conference*, January, 6th 2006.

[40](#) Luay Shabaneh, président du *Palestinian Central Bureau of Statistics (PCBS)* : « Some Israeli-American researchers... ».

[41](#) PCBS, *Demographic and Health Survey*, 2004, Ramallah, 2005, (en arabe), tableau 25 page 74.

[42](#) 35 000 émigrés palestiniens en 2000-2003 d'après les statistiques israéliennes aux frontières (Pont Allenby, Rafah, aéroport de Gaza jusqu'en 2000, Aéroport Ben-Gurion à Tel Aviv). Voir Fargues P. (dir.), 2005 : *Migrations méditerranéennes. Rapport 2005*, Florence, Centre Robert Schuman, p. 260. Voir également Shavit U., Banna J., « The Secret Exodus : Palestinian Emigration », *Ha'aretz*, 5 octobre 2001.

[43](#) Dieckhoff A., 1989 : *Les espaces d'Israël. Essai sur la stratégie territoriale*, Paris, Presses de Sciences Po.

[44](#) Snegaroff C., Blum M., 2005 : *Qui sont les colons ? Une enquête de Gaza à la Cisjordanie*, Paris, Flammarion.

[45](#) Voir Laughrea M., « Haine planifiée et sur-fécondité palestinienne : les vrais cancers d'Israël », *Le Devoir.com*, 7 octobre 2003 (<http://www.ledevoir.com/2003/10/07/37772.html>).

[46](#) Il est plus fréquent de penser que c'est la démographie qui subit l'effet de la politique plutôt que l'inverse. En fait, la relation est dialectique ; mais ceci étant dit, il est difficile de donner un contenu concret à ce processus dialectique. D'une part, la situation politique est largement imprévisible. Qui aurait pu prévoir la guerre contre le Liban de juillet-août 2006 ? Quelles en seront les retombées démographiques : baisse de l'immigration juive vers Israël ? Diminution de la natalité ? En outre, les faits démographiques jouissent d'une certaine autonomie comme l'a montré la colonisation de peuplement de la Cisjordanie.

Auteur

[Youssef Courbage](#)

Directeur de recherches, Institut national d'études démographiques (INED), Paris.
courbage@ined.fr